

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Band: [95] (2007)
Heft: 1509

Artikel: "C'est la première fois qu'un grand parti présente une femme à la présidence"
Autor: Schess, Christian / Mossuz-Lavau, Janine
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283104>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«C'est la première fois qu'un grand parti présente une femme à la présidence»

Depuis 1990, 80% des Français seraient favorables à ce qu'une femme devienne présidente.

Pour Janine Mossuz-Lavau, politologue, directrice de recherche au CNRS et chargée de cours à l'Institut d'études politiques de Paris, la classe politique est sur ce point clairement à la traîne par rapport à l'opinion publique. En cause: le fait qu'elle considère les femmes comme illégitimes en politique.

CHRISTIAN SCHIESS

L'émilie: Pourquoi a-t-il fallu attendre 2007 pour qu'une femme ait de réelles possibilités d'accéder à la présidence de la République en France?

Janine Mossuz-Lavau: Il y a eu récemment des étapes importantes qui ont permis d'arriver à ce changement: je pense particulièrement à la révision de la Constitution et à la loi sur la parité. Mais s'il a fallu attendre aussi longtemps, c'est parce que les candidates susceptibles d'occuper une telle place étaient peu nombreuses jusqu'à présent, et aussi parce que les partis politiques n'acceptaient pas d'être représentés par une femme.

L'émilie: Pourtant Ségolène Royal n'est ni la première ni la seule candidate à l'élection présidentielle.

Qu'est-ce qui explique que l'attention soit concentrée sur elle?

JML: C'est en fait la première fois qu'un grand parti susceptible d'aller à la victoire présente une femme à la présidence. Comme elle a de véritables chances de devenir présidente, elle attire nécessairement l'attention sur elle.

L'émilie: Cela ne s'est pas fait sans mal. On se souvient des nombreuses attaques machistes dont elle a fait l'objet durant la campagne d'investiture. Comment les stratégies des partis ont-elles évolué depuis qu'elle est candidate officielle?

JML: Les attaques machistes sont en effet venues d'abord de son propre camp, comme par exemple lorsque Laurent Fabius a demandé qui allait garder les enfants si elle devenait présidente. Et ce ne sont pas uniquement des hommes qui ont été à l'origine de tels propos sexistes. Martine Aubry avait pour sa part disqualifié la candidate en faisant remarquer que la politique n'est pas une question de mensurations. Maintenant qu'elle a été choisie par son parti, les attaques proviennent de la droite, mais de manière beaucoup plus subtile. On n'attaque plus de front le fait qu'elle est une femme. C'est sa compétence qu'on met en cause: on invoque son ignorance ou son manque d'expérience, ce qui tend à renforcer l'idée selon laquelle les femmes sont illégitimes en politique.

L'émilie: Les arguments ont changé, mais les effets restent les mêmes...

JML: Oui, il y a là quelque chose qui renvoie à un vieux poncif selon lequel, en politique, les femmes seraient moins compétentes que les hommes, qu'elles auraient besoin d'être formées et d'apprendre. Comme si les hommes, eux, disposaient d'un gène de la politique qui garantissait d'emblée leur compétence!

L'émilie: Il semble pourtant que le fait qu'elle soit une femme joue un rôle important dans la campagne. Sa féminité est largement mise en scène, que ce soit pour la servir ou la desservir.

JML: En fait, c'est là le problème des médias. Pourtant du côté de l'opinion, le sexe des candidat-e-s ne semble pas poser problème. Depuis la fin des années 90, les électrices et électeurs sont à plus de 80% favorables à ce qu'une femme soit présidente de la République. Sur ce point, la classe politique est clairement à la traîne par rapport à l'opinion. Celle-ci voit des femmes un peu partout, dans les postes à responsabilité au travail, alors pourquoi pas en politique?

L'émilie: Il semble donc que les discours sur la féminité détournent le débat des questions politiques de fond. Or, Ségolène Royal est présentée comme insufflant quelque chose de nouveau dans la politique...

JML: Ce qui attire chez elle, c'est sa manière de ne pas jouer le jeu et de sortir du style convenu des débats politiques. Si par conséquent un certain nombre de Français-e-s l'ont perçue comme apportant quelque chose de différent, ce n'est pas parce qu'elle est une femme, mais bien parce qu'elle a une manière de se comporter qui est non conforme et qui leur fait espérer des changements.

L'émilie: Quels types de changements en particulier?

JML: Elle revendique une manière différente de faire de la politique, plus participative. Il y a actuellement une grave crise de représentation dans la société française. Ségolène Royal a proposé une chose fondamentale pour une majorité de Français-e-s. Elle a placé l'éducation au centre de ses préoccupations et de son programme. Ce faisant, elle répond à une grande angoisse actuelle de beaucoup de parents qui se demandent ce que vont devenir leurs enfants, comment ils vont s'en sortir. Et le seul moyen qu'ils s'en sortent est qu'ils fassent un bon parcours scolaire, obtiennent des diplômes et soient performants sur le marché du travail.

L'émilie: Ses positions sont largement critiquées au sein de la gauche qui considère que son programme est trop néolibéral ou trop autoritaire. Sa candidature contribue-t-elle à l'éclatement de la gauche?

JML: Cela tient plutôt à l'état actuel de la gauche de la gauche qui peine à se rassembler autour d'une candidature anti-libérale unique.